

CONDITIONS GENERALES D'EXPEDITION

SAINTJEAN SERVICES immatriculée au RCS d'ORLeANS sous le numéro 809 309 032, ayant son siège social 1 Boulevard de Châteaudun 45000 Orléans, franchisé indépendant du réseau MAIL BOXES ETC.

(valables à partir du 01/01/2022)

Article 1. Champ d'application.

1(1) Les présentes Conditions Générales d'Expédition (CGE) s'appliquent à tous les **contrats d'expédition** passés entre, d'une part un client (personne physique ou personne morale, agissant à des fins privées ou professionnelles) (ci-après « le client ») et, d'autre part, la société SAINTJEAN SERVICES qui exploite les Centres MBE (ci-après « le Centre MBE ») situé au 1 Boulevard de Châteaudun 45000 Orléans et au 5 rue du Poids du Roi 41000 Blois en qualité de franchisé indépendant du réseau MBE.

Est considéré comme un **contrat d'expédition** dans le cadre des présentes toute souscription d'un service d'expédition de biens et marchandises auprès du Centre MBE, SAINTJEAN SERVICES agissant pour ces services en qualité d'agent d'expédition ne répondant pas de l'exécution du transport et de ses intervenants.

Le **contrat d'expédition** pourra éventuellement être accompagné de la fourniture d'un ou de plusieurs services complémentaires définis à l'article 4 des CGE.

Les présentes CGE ne sont pas applicables aux prestations autres que d'expédition, ni aux achats de biens auprès du Centre MBE, sans lien avec un **contrat d'expédition** lesquels sont régis par les **Conditions Générales de Vente** du Centre MBE.

1(2) Font également partie du **contrat d'expédition** le **bordereau d'expédition** dûment complété, les grilles tarifaires du Centre MBE, les formulaires, devis et factures afférents, ainsi que les **Conditions Générales de Transport de l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** choisie par le client pour réaliser le transport.

1(3) Aucune dérogation aux présentes CGE ou au contrat d'expédition ne sera admise, sauf si celle-ci a été expressément acceptée par écrit par le Centre MBE.

Toute dérogation aux **Conditions Générales de Transport de l'entreprise de transport partenaire du centre MBE** doit avoir été préalablement et par écrit acceptée par celle-ci.

1(4) Les CGE priment sur tout document y dérogeant émanant du client.

Article 2. Exécution du contrat d'expédition.

2(1) Le transport des biens et marchandises du client au destinataire est réalisé par **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** mentionnée sur le **bordereau d'expédition** que le client aura choisie.

En conséquence, tout **contrat d'expédition** implique l'adhésion du client aux **Conditions Générales de Transport de l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** que le client déclare connaître pour lui avoir été remises préalablement à la signature du **bordereau d'expédition**.

2(2) SAINTJEAN SERVICES ne répond pas vis-à-vis du client de l'exécution du transport et n'est pas garant des faits de **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** et/ou de ses substitués.

2(3) Obligations du client.

2(3)(1) Emballage – Etiquetage.

Dans le cas où le client ne souscrit pas le service complémentaire emballage visé à l'article 4.1. des présentes CGE, il sera tenu de conditionner, emballer, apposer les marques ou contremarques de telle façon que la marchandise puisse supporter un transport et/ou un stockage réalisé dans des conditions normales ainsi que les manutentions successives qu'implique la réalisation du transport.

Le conditionnement et l'emballage ne doivent pas constituer une cause de danger pour les personnels de conduite ou de manutention, l'environnement, la sécurité des engins de transport, les autres marchandises transportées ou stockées, les véhicules ou les tiers.

Le client sera, en outre, tenu d'apposer sur chaque colis, objet ou support de charge, un étiquetage clair permettant une identification immédiate et sans équivoque de l'expéditeur, du destinataire, du lieu de livraison et de la nature de la marchandise.

Le client répond de toutes les conséquences d'une absence, d'une insuffisance ou d'une défectuosité du conditionnement, de l'emballage, du marquage ou de l'étiquetage, ainsi que d'un manquement à l'obligation d'information et de déclaration sur la nature et les particularités des marchandises.

Le client s'engage expressément à ne pas remettre au Centre MBE des marchandises ou des biens qui ne satisfont pas aux conditions de prises en charge édictées par les **Conditions Générales de Transport de l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** qu'il aura choisie.

Dans l'hypothèse où le client remettrait au Centre MBE des biens et/ou marchandises contrevenant aux Conditions imposées par **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE**, il en supporterait seul les conséquences sans recours contre SAINTJEAN SERVICES.

Les œuvres d'art ne seront admises pour être expédiées qu'à la condition que le client souscrive une assurance spécifique comportant renonciation de l'assureur à tout recours contre SAINTJEAN SERVICES et/ou **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE**.

Le Centre MBE ne prend aucune mesure particulière pour protéger les biens périssables des effets de la chaleur ou du froid.

Les biens périssables sont expédiés aux seuls risques du client dans les mêmes conditions que les autres biens, le Centre MBE se réservant le droit de détruire les biens altérés aux frais et aux risques du client.

Article 3. Dédouanement.

Le Centre MBE est habilité à procéder aux opérations de dédouanement aux lieu et place du client ou à les confier à un tiers tel que **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE**.

Le respect des réglementations douanières relève toutefois uniquement de la responsabilité du client.

Le client remboursera sur demande le Centre MBE les coûts, taxes et frais résultant du dédouanement ou réglera, à première demande, un acompte d'un montant suffisant pour couvrir le Centre MBE de toutes sommes dont il serait tenu de faire l'avance pour accomplir ses opérations.

Article 4. Services complémentaires.

4(1) Service d'emballage.

Le client a la possibilité de se procurer le service d'emballage proposé par le Centre MBE, moyennant le paiement du prix indiqué au sein du **bordereau d'expédition**.

En cas de marchandises nécessitant des précautions d'emballages particulières pour leur transport, le client devra en informer par écrit le Centre MBE, sa responsabilité ne pouvant se trouver engagée dans le cas où les spécificités relatives aux marchandises n'auraient pas été mentionnées sur le **bordereau d'expédition**.

4(2) Contre-remboursement.

En cas de stipulation d'un « *contre-remboursement* » le service sera traité aux clauses et conditions de **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** dont celui-ci ne répond pas.

4(3) Assurance.

Le client a la possibilité de souscrire une assurance directement auprès **de l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** choisie par le client pour réaliser le transport. Les **Conditions Générales d'Assurance de l'entreprise de transport** font partie des **Conditions Générales de Transport de l'entreprise partenaire du Centre MBE** choisie pour le transport qui sont remises au client préalablement à la signature du **bordereau d'expédition**. Ces Conditions précisent notamment l'étendue de l'assurance souscrite, les conditions de sa mise en œuvre ainsi que ses éventuelles limitations.

Article 5. Délais de livraison.

Le client choisit le délai de livraison selon les options suivantes :

- Standard : livraison dans les 1 à 5 jours suivant le jour de prise en charge,
- Express : livraison dans les 2 à 7 jours suivant le jour de prise en charge.

Les délais indiqués s'entendent en jours **ouverts et sont donnés à titre indicatif**. Le Centre MBE n'assume aucune responsabilité pour les retards de livraison par **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** choisie par le client pour réaliser le transport.

Article 6. Responsabilité.

Le Centre MBE ne répond pas des pertes, avaries ou retards imputables à **l'entreprise de transport partenaire du Centre MBE** que le client aura choisie.

Dans le cas où la responsabilité du Centre MBE se trouverait engagée pour quelle que cause et à quel titre que ce soit, elle est strictement limitée au montant de la valeur déclarée de l'envoi ou à défaut

de déclaration de la valeur, à la somme de 5,00€ TTC/kg avec un maximum de 55,00€ TTC. En aucun cas la responsabilité du Centre MBE ne pourra excéder ces montants.

Article 7. Conditions de paiement.

Toute commande de prestation d'expédition et de prestations complémentaires à l'expédition est payable par le client au Centre MBE au jour de la signature du contrat, par le moyen de paiement indiqué au sein du ***bordereau d'expédition***.

Si des délais de paiement sont consentis, ceux-ci ne peuvent, en aucun cas, dépasser 30 jours à compter de la date d'émission de la facture pour toutes les prestations accomplies par le Centre MBE. A défaut de règlement à bonne date, le client sera redevable de plein droit d'une pénalité de retard d'un montant égal au taux d'intérêt fixé à trois fois le taux de l'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40,00€.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le Centre MBE pourra demander une indemnisation complémentaire sur justification.

Article 8. Droit de gage conventionnel.

Le Centre MBE dispose d'un droit de gage conventionnel emportant droit de rétention de préférence générale et permanente sur tous les biens et marchandises qui lui sont confiés, en garantie du paiement de la totalité des sommes dues à son égard par le client.

Article 9. Prescription.

Toutes les actions en responsabilité nées de l'exécution des prestations accomplies par le Centre MBE sont soumises à un délai de prescription d'un an à compter de l'exécution de la prestation litigieuse et en matière de droits et taxes recouvrés a posteriori à compter de la notification du redressement.

Article 10. Données personnelles.

Vos données à caractère personnel seront traitées dans le respect de la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel (découlant notamment du Règlement Européen 2016/679 sur la Protection des Données Personnelles entré en vigueur le 25 mai 2018).

Les informations relatives au traitement de vos données à caractère personnel sont détaillées dans le document intitulé "Déclaration de confidentialité et demande de consentement pour le traitement des données à caractère personnel" - joint aux présentes CGE et devant être complété et signé par vos soins.

Article 11. Clause attributive de juridiction.

En cas de litige ou de contestation, seul le Tribunal de Commerce d'Orléans sera compétent même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Article 12. Dispositions finales.

Le droit français régit l'ensemble des relations juridiques entre le client et le Centre MBE.

Si l'une des dispositions des présentes CGE devait être considérée comme nulle ou inapplicable pour quelle que cause que ce soit, les autres dispositions des CGE resteront valides.

Article 13. Réclamation et Médiation.

Si dans un délai de 21 jours à compter de l'envoi de votre réclamation, la réponse à votre demande ne vous satisfait pas, vous pourrez alors saisir la Commission de Médiation Franchise-Consommateurs (MFC) dont les coordonnées sont les suivantes :

Médiation Franchise-Consommateurs
29 Boulevard de Courcelles
75008 PARIS
<https://www.mediation-franchise.com/saisir-la-mediation>

GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF SHIPMENT

SAINTJEAN SERVICES (a limited liability company) registered in the Orleans Trade and Companies Register under number 809 309 032, with its head office in 1 Boulevard de Chateaudun 45000 Orleans, independent franchisee of MAIL BOXES ETC network.
(valid as from January 1st, 2022)

Section 1. Scope of application

1(1) These General Terms and Conditions of Shipment (GTCS) shall apply to each **shipment contract** entered into between, on the one hand, a customer (a natural or legal person, acting in the course of business or for private purposes), hereinafter referred to as "The Customer", and on the other hand SAINTJEAN SERVICES, using the MBE Centers - hereinafter referred to as "The MBE Center", located in 5 rue du Poids du Roi 41000 Blois and 1 boulevard de Chateaudun 45000 Orleans- acting as an independent franchisee of the MBE network.

For the purpose of these General Terms and Conditions of Shipment, every subscription to a shipping service for goods and merchandise with the MBE Center shall be considered as a **shipment contract** – since for these services MBE France acts as a forwarding agent and it is not responsible for transportation and its various intermediaries.

The **shipment contract** may eventually include one or more additional services defined in section 4 of these GTCS.

These General Terms and Conditions of Shipment shall not apply to services other than shipping. They shall also not apply to purchase of goods from the MBE Center. If the shipment is not related to a **shipping contract**, the purchase of goods shall be regulated by the **General Terms and Conditions of Sale** of the MBE Center.

1(2) The **shipment contract** shall also include the duly-filled out **packing list**, the price list of the MBE Center, forms, related quotations and invoices as well as the **General Terms and Conditions for Carriage** of the MBE Center's partner shipping company chosen by the Customer to perform the shipping.

1(3) No derogation to these General Terms and Conditions of Shipment or to the shipment contract shall be allowed, unless it is expressly accepted in writing by MBE Center.

Any derogation to the **General Terms and Conditions for Carriage** of MBE Center's partner shipping company shall, in order to be valid, have to be previously agreed upon expressly, in writing by the partner Company.

1(4) The General Terms and Conditions of Shipment shall take precedence over all derogations by the Customer.

Section 2. Execution of the shipment contract

2(1) Transporting goods and merchandise from the customer to the consignee shall be carried out by the **MBE Center's partner shipping company** stated in the **packing list**, that the client would have chosen.

Accordingly, every **shipment contract** shall entail the acceptance by the Customer of the **General Terms and Conditions for Carriage of the MBE Center's partner shipping company** that the customer admits to know since they was previously handed to him during the signing of the **packing list**.

2(2) MBE France shall not be liable to the customer with respect to transportation and cannot guarantee the acts by the **MBE Centre's partner shipping company** and/or its substitutes.

2(3) Customer's obligations

2(3)(1) Packaging - Labeling

If the Customer does not subscribe to the additional packing service referred to in Section 4.1 of these General Terms and Conditions of Shipment, the customer shall be obliged to package, wrap, mark and countermark the goods in such a way that they can withstand transportation and/or storage operations performed under normal circumstances as well as the successive handling that is unavoidable during such operations.

Packaging and wrapping shall not pose any danger to the drivers or handlers, the environment, the safety of transportation vehicles, to any other merchandise being transported or stocked, to the vehicles used or to any third party.

Moreover, the Customer shall have to place on each parcel, object or load unit a clear mark that makes it immediately and unequivocally possible to identify the sender, the consignee, the place of delivery and the kind of goods.

The Customer shall be liable for all the consequences of any absence, inadequacy or defect in packaging, packing, marking or labeling as well as any breach relating to the obligation to inform and declare the nature and specificities of goods.

The Customer shall expressly commit not to deliver to the MBE Center merchandise or goods that do not meet the handling conditions set forth in the **General Terms and Conditions for Carriage of the MBE Center's partner shipping company** – the Customer will have chosen.

Where the Customer delivers to the MBE Center merchandise and/or goods that violate the **General Terms and Conditions provided by the MBE Center's partner shipping company** – the customer shall be solely liable for any consequences that may ensue therefrom, without recourse against MBE France.

Works of art shall only be accepted for shipping if the Customer takes out a specific insurance that entails the waiver by the insurer of any recourse against MBE France and/or the **MBE Center's partner shipping company**.

The MBE Center shall not take any special measure to protect perishable goods from heat or cold. Perishable goods shall be shipped at the sole risk of the Customer, under the same conditions applied to other goods. The MBE Center reserves the right to destroy, at the expense and risk of the Customer, degraded goods.

Section 3. Customs clearance

The MBE Center shall have the right to perform customs clearance procedures in the name of and on behalf of the Customer or to entrust them to a third party such as the **MBE Center's partner shipping company**.

Compliance with customs rules shall be the sole responsibility of the Customer.

The Customer shall reimburse, upon request by the MBE Center, all costs, taxes and fees from customs clearance or shall pay, on first demand, an installment of an amount sufficient to cover all the sums MBE Center would have to pay in advance to carry out its operations.

Section 4. Additional services

4(1) Packing

The customer may use the packing service provided by MBE Center upon payment of the amount indicated on the **packing list**.

In case merchandise require special packing precautions for their carriage, the Customer shall have to inform the MBE Center of this in writing, since the MBE Center cannot be held liable where the specificities of the goods are not stated in the **packing list**.

4(2) Cash on delivery

Where cash on delivery payment has been agreed upon, the service shall be subject to the clauses and conditions of the **MBE Center's partner shipping company** - for which the Center is not responsible.

4(3) Insurance

The Customer may take out an insurance directly with the **MBE Center's partner shipping company** chosen by the Customer to provide carriage. The **General Terms and Conditions of Insurance of the shipping company** shall constitute an integral part of the **General Terms and Conditions for Carriage** provided by the **MBE Center's partner shipping company** chosen to provide carriage. They are submitted to the Customer before the signing of the **packing list**. These Conditions specify, in particular, the extent of the insurance, the conditions of its application and its eventual limitations.

Section 5. Delivery dates

The Customer shall choose the delivery date from among the following options:

- Standard: delivery within 2 to 5 days following the pick-up date,
- Express: delivery within 2 to 5 days following the pick-up date.

These delivery dates are expressed in terms of **working days and are intended as an estimate only**. The MBE Center shall not in any way be responsible or liable for delays in delivery by the **MBE Center's partner shipping company** chosen by the Customer to provide carriage.

Section 6. Liability

The MBE Center shall not be held responsible for losses, damages or delays caused by the **MBE Center's partner shipping company** chosen by the Customer.

In the event where MBE Center is held liable on any ground and on any basis whatsoever, its liability shall not exceed the declared value of the shipment or - where such a declaration has not been made - its liability shall be € 5,00 (tax included) per kg with a maximum of € 55,00 € (tax included). In no event shall the liability of MBE Center exceed the above mentioned sums.

Section 7. Terms of payment

Any required shipping services and any other additional services to the shipping shall be paid by the customer to the MBE Center on the day of the signature of the contract, using the payment method stated in the **packing list**.

Where extended payment terms are agreed, they shall not, under any circumstance, exceed thirty days as from the date of issue of the invoice for all the services provided by MBE Center.

If payment is not received on the due date, the Customer shall be legally obliged to pay a penalty for late payment which is equal to the interest rate set at three times the statutory interest rate as well as a fixed charge of € 40,00 as recovery costs.

If recovery costs incurred exceed this fixed charge, the MBE Center may ask for additional compensation upon presentation of evidence.

Section 8. Contractual right of lien

The MBE Center shall have a contractual right of lien that includes a preferably, general and permanent lien on all goods and merchandise that are given to it, as guarantee of the payment of the full amounts due it by the Customer.

Section 9. Statute of limitations

All legal proceedings for liability resulting from the services carried out by MBE Center shall be subject to a limitation period of 1 year starting from the date of provision of the service complained of and as regards duties and taxes recovered ex post facto starting from notification of adjustment.

Section 10. Privacy policy

Your personal data are processed in compliance with the applicable regulations on the protection of personal data (including the European Regulation 2016/679 on the protection of personal data entered into force on 25 May 2018).

The information relating to the processing of your personal data is detailed in the document entitled "PRIVACY NOTICE FOR THE PROCESSING OF PERSONAL DATA" – attached with this waybill, completed and signed by you.

Section 11. Jurisdiction and Applicable Law

In the event of legal proceedings or a dispute, the Tribunal de Commerce of Orleans shall have sole jurisdiction, even in case of a counterclaims and third-parties complaint.

Section 12. Final Provisions

Legal relations between the Customer and the MBE Center are governed by the French law. If one or more provisions of these General Terms and Conditions of Shipment should prove to be null and void or inapplicable for whatever reason, the validity and application of the other provisions shall not be affected.

Section 13. Claim and Mediation

If you are not satisfied with the response to your complaint within 21 days of sending it, you may refer the matter to the Commission Médiation Franchise-Consommateurs (MFC), whose contact details are as follows:

Médiation Franchise-Consommateurs
29 Boulevard de Courcelles
75008 PARIS

<https://www.mediation-franchise.com/saisir-la-mediation>



CONDITIONS GÉNÉRALES pour MBE SAFEVALUE

Art. 1 - L'assurance est fournie en vertu des présentes conditions générales, intégrées aux fins de la délimitation et de la durée de la couverture et sans préjudice de l'application de la loi italienne, par les clauses et conditions visées dans les annexes que le Preneur d'assurance déclare connaître .

Art. 2 - Déclarations relatives aux circonstances du risque (imprécises ou réticentes)

La Compagnie donne son consentement à l'assurance et détermine la prime sur la base des déclarations du Preneur d'assurance et/ou de le Preneur d'assurance, qui sont tenus de faire état, tant à la conclusion du contrat qu'à tout moment ultérieur, de toutes les circonstances et de tous les changements pouvant affecter le risque et son appréciation.

Des déclarations inexactes ou des réticences du Preneur d'assurance et de le Preneur d'assurance relatives à des circonstances qui influencent l'appréciation du risque peuvent entraîner la perte totale ou partielle du droit à l'indemnité ainsi que la résiliation de l'assurance conformément aux art. 1892, 1893 et 1894 du Code civil.

En particulier, Preneur d'assurance et / ou l'Assuré doivent déclarer :

- a) si les marchandises appartiennent à la catégorie des marchandises inflammables, explosives, dangereuses ou périssables ;
- b) si les marchandises sont transbordées ou retournées, en indiquant le lieu d'origine et la date d'arrivée ;
- c) si des clauses sont envisagées qui impliquent l'exonération ou la limitation de la responsabilité du transporteur, en plus des dispositions de la loi ou des conventions internationales ;
- d) le nom du navire aux fins de l'article 523 du code de la navigation ;
- e) si le consentement a été donné pour le chargement au-dessus du pont, sauf dans le cas de marchandises déclarées pour le transport sur des navires - ferry et / ou RO-RO ou dans des conteneurs sur des navires spécialement équipés ;
- f) s'il est prévu que le voyage doive être effectué avec transbordement.

ART. 3 - CONDITIONS D'ASSURABILITE RELATIVES A L'EXECUTION DU TRANSPORT

L'assurance est fournie à condition que le transport, en ce qui concerne le voyage maritime, soit effectué par des navires conformes à la clause de classification ou à toute clause étrangère similaire figurant dans le présent contrat.

La Compagnie n'est pas responsable des sinistres pour lesquels l'Assuré peut avoir contribué à la faute dans l'utilisation du moyen de transport, si l'Assuré a cette utilisation, ou a le choix du moyen de transport ou du transporteur, transitaire ou autre intermédiaire. lorsque le transport est délégué à des tiers.





Art. 4 - Paiement de la prime et date d'entrée en vigueur de la Police

-Omissis-

Art. 5 - Stipulation du contrat et amendements ultérieurs

-Omissis-

Art. 6 - Co-assurance

-Omissis-

Art. 7 - Assurance auprès de différents assureurs

Si, pour un même risque, plusieurs compagnies d'assurance ont été contractées séparément - également par des Preneurs d'assurance différents - auprès d'Assureurs différents, l'Art. 1910 du Code civil est appliqué.

Art. 8 - Aggravation du risque

Le Preneur d'assurance, ou l'Assuré, doit aviser par écrit la Compagnie de toute aggravation du risque. L'aggravation de risques non connus ou non acceptés par la Compagnie peut entraîner la perte totale ou partielle du droit à l'indemnité ainsi que la résiliation de l'assurance conformément à l'art. 1898 du Code civil.

ART. 9 - ATTENUATION DES RISQUES

En cas de diminution du risque, la Compagnie est tenue de réduire la prime ou les échéances de prime à la suite de la communication du Preneur d'assurance, ou de l'Assuré, conformément à l'art. 1897 du Code civil et renonce au droit relatif d'annulation. Toutefois, dans le cas où le Preneur d'assurance est soumis à l'application d'une prime minimale, le montant versé par le Preneur d'assurance pour l'année en cours est toujours considéré comme un achat auprès de la Compagnie et les versements de prime ultérieurs à la communication restent inchangés.

Art. 10 – TAXES

Les taxes présentes et futures, et toutes autres charges, y compris les charges fiscales établies par la loi ou en vertu de la Police, relatives à la prime, aux accessoires et aux actes qui en dépendent sont à la charge exclusive de l'Assuré, même si le paiement en a été anticipé par la Compagnie.

Art. 11 - DÉDUCTIBLE

En cas de sinistre, la Compagnie verse l'indemnité fixée selon les termes de la Police, après application de la franchise et avec le minimum indiqué dans l'annexe de la Police, cette franchise et ce minimum restant à la charge de l'Assuré lui-même, sans qu'il puisse les faire assurer par d'autres, sous peine de perdre le droit à l'indemnité.

Art. 12 - RÉCLAMATION

Aux fins de la limitation des plafonds assurés et de l'application des franchises établies dans la police, les dommages causés par le même événement ou par une série d'événements directement ou indirectement imputables à la même cause principale sont attribués à la même réclamation.





Art. 13 - RÉCLAMATIONS - GONFLEMENT DÉLIBÉRÉ DES DOMMAGES

Le Preneur d'assurance ou l'Assuré qui gonfle volontairement le montant des dommages, déclare des choses détruites ou volées qui n'existent pas au moment du sinistre, dissimule, soustrait ou altère des choses sauvées, utilise des moyens ou des documents mensongers ou frauduleux pour se justifier, altère malicieusement les traces et les résidus du sinistre ou en facilite le déroulement, perd le droit à l'indemnité.

Art. 14 - INTERPRÉTATION DU TEXTE DE LA POLICE

La présente police et les annexes et actes de modification connexes, qui font partie intégrante de la police elle-même, doivent être considérés comme un seul contrat et les mots et expressions auxquels un sens particulier a été attribué dans toute partie de la présente police, des annexes connexes et des actes de modification, conservent le même sens particulier où qu'ils apparaissent.

Art. 15 - RÈGLES APPLICABLES EN CAS DE RÉCLAMATIONS

CONSTATATION ET RÈGLEMENT DES DOMMAGES

Le Preneur d'assurance et / ou l'Assuré, à la demande des Assureurs, sont tenus de fournir les éléments retenus comme base de la détermination de la valeur assurée, ainsi que les documents à l'appui.

OBLIGATIONS EN CAS DE RÉCLAMATION

En cas de réclamation, le Preneur d'assurance et / ou l'Assuré doivent :

- communiquer à l'assureur, dès qu'il en a connaissance, tous les avis et nouvelles relatifs à l'événement ;
- faire des réserves sur les documents de livraison des marchandises et présenter, dans les termes et les formes prescrits par la législation en vigueur, une réclamation écrite au transporteur et à toute autre personne qui les détient jusqu'au moment de la livraison ;
- demander sans délai, éventuellement aussi en cours de transport et au plus tard à la livraison à destination, l'intervention du Commissaire d'avaries ou de l'Expert désigné par l'Assureur. La constatation des dommages, si nécessaire au moyen d'une expertise, doit, dans la mesure du possible, être effectuée conjointement avec le transporteur et toute autre personne éventuellement responsable ; dans le cas d'un transport par voie ferroviaire ou postale, un rapport doit être établi contradictoirement avec l'Admin. concerné.

Si le dommage doit être constaté dans un lieu où l'assureur ne dispose pas de son propre commissaire d'avaries ou expert désigné, il faut faire appel à l'intervention d'un autre commissaire d'avaries ou expert qualifié ou de l'autorité consulaire italienne ou, à défaut, des autorités locales compétentes.

En cas de dommage non reconnaissable au moment de la livraison, les obligations visées au présent article doivent être honorées dès que le dommage a été constaté, et en tout cas dans les délais de réclamation prévus par le contrat de transport ;

faire tout ce qui est possible pour éviter ou réduire les dommages :





- l'assureur a le droit de prendre toute initiative directe à cet effet, sans préjudice des droits respectifs et sans que son intervention n'affecte la situation juridique des biens ;
- en tenant compte des conditions légales et contractuelles, toutes les actions nécessaires pour préserver l'action de recours contre toute partie responsable ;
- accomplir tous les actes jugés nécessaires ou appropriés par l'assureur, qui en assume toutes les charges et responsabilités ;
- s'abstenir de régler et / ou de percevoir toute indemnité sans l'accord préalable écrit de l'assureur ;
- fournir à l'Assureur tout document utile et se conformer à toute autre demande faite par ce dernier aux fins des paragraphes précédents.

En cas de non-respect des obligations susmentionnées, les articles 1915 et 1916 du Code civil s'appliquent.

PAIEMENT DES RÉCLAMATIONS

Le paiement des indemnités sera effectué, contre délivrance d'un reçu, lorsque l'Assuré aura :

- prouvé sa légitimité pour obtenir le paiement de l'indemnité et, pour l'assurance voyage, remis l'original de la police ou le certificat d'assurance ;
- déclaré si et quelles autres assurances ont été stipulées sur les mêmes marchandises ;
- remis les documents de transport, le certificat de dommage, le rapport et toute appréciation relative à l'évaluation du dommage établis par le commissaire d'avaries ou d'autres personnes ou autorités indiquées à l'art. « Obligations en cas de réclamation », et si l'assureur le demande, tout autre document utile à la constatation des circonstances de la réclamation ;
- remis, à la demande de l'assureur, les autres documents nécessaires à l'exercice de l'action récursoire ;
- présenté la facture et d'autres documents originaux prouvant la valeur remboursable des marchandises conformément à l'art. « Valeur indemnisable ».





CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

Art. 1 PRENEUR D'ASSURANCE

-Omissis-

Art. 2 MARCHANDISES ASSURÉES

Le champ d'application de cette police est la couverture des envois de marchandises dans le cadre des services « MBE Safe Value » et / ou « MBE Safe Value 4 Business » et / ou « MBE Safe Art » offerts par le Preneur d'assurance par l'intermédiaire de ses franchisés, comme mieux décrit dans les sections relatives de la police.

Art. 3 MARCHANDISES EXCLUES

Comme indiqué dans les sections de la police.

Art. 4 PORTÉE GÉOGRAPHIQUE

La police est valable pour les envois et les transports effectués dans les pays du monde entier, à l'exception des envois et des transports effectués vers / à partir de / vers / dans :

1. les pays et territoires sanctionnés relevant de la clause de limitation et d'exclusion des sanctions JC 2010/014 visée dans la clause ci-jointe ;
2. les pays suivants : Cuba, la Syrie, la Corée du Nord, l'Iran et la Crimée,
3. les pays suivants : Afghanistan, Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Érythrée, Irak, Liban, Libye, Mali, Myanmar, Nicaragua, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Venezuela, Yémen, Zimbabwe, les pays de l'ex-URSS à l'est de l'Oural,
4. Les pays dont les dispositions légales exigent une couverture auprès des compagnies d'assurance locales ;
5. les localités et les pays qui, au moment du début du transport, ont un niveau de risque classé au moins comme « Très élevé » et / ou supérieur (tel que Sévère et / ou Extrême) sur le site [https : // watchlists.ihsmarkit.com/services/watchlistinspector.aspx?watchlist_id=a661e336-c342-4965-b1e7-70980edf8cc2](https://watchlists.ihsmarkit.com/services/watchlistinspector.aspx?watchlist_id=a661e336-c342-4965-b1e7-70980edf8cc2) géré par l'organisation Exclusive Analysis.

Sans préjudice des limites fixées dans la clause ci-jointe intitulée Clause de limitation et d'exclusion des sanctions JC 2010/014, pour les pays suivants :

- les pays visés au point 3 ci-dessus ;
- les pays dont les dispositions légales exigent une couverture auprès des compagnies d'assurance locales ;
- les lieux et pays qui, au moment du début du transport, sont classés au moins comme « Très élevés » et / ou plus (comme Sévère et / ou Extrême) sur le site [https : //watchlists.ihsmarkit .com / services / watchlistinspector.aspx ? watchlist_id = a661e336-c342-4965-b1e7-70980edf8cc2](https://watchlists.ihsmarkit.com/services/watchlistinspector.aspx?watchlist_id=a661e336-c342-4965-b1e7-70980edf8cc2) géré par l'organisation Exclusive Analysis.

Pour autant que les pays indiqués ci-dessus ne figurent pas parmi ceux soumis à la clause de limitation et d'exclusion des sanctions JC 2010/014, le client a le droit de demander une couverture - avant le début du risque - pour des transports individuels et/ou des expéditions qui seront finalement maintenus couverts selon des termes et conditions à convenir de temps à autre.



Art. 5 CONDITIONS DE COUVERTURE

La couverture est fournie sur la base des conditions générales de la police intégrées par les clauses suivantes :

TERRESTRE

- Institute Cargo Clauses (A) ed. 1.1.2009
- Institute Strikes Clauses (Cargo) ed. 1.1.200;
- Institute War Clauses (Cargo) ed. 1.1.2009 (uniquement les expéditions par ferry-boat).

AIR

- Institute Cargo Clauses (Air) (excluding sendings by Post) ed. 1.1.2009;
- Institute Strikes Clauses (Air Cargo) ed. 1.1.2009;
- Institute War Clauses (Air Cargo) (excluding sendings by Post) ed. 1.1.2009 (à l'exclusion de la section terrestre).

MER

- Institute Cargo Clauses (A) ed. 1.1.2009;
- Institute Strikes Clauses (Cargo) ed. 1.1.200;
- Institute War Clauses (Cargo) ed. 1.1.2009 (à l'exclusion de la section terrestre).

Les clauses annexes suivantes font partie intégrante de la présente Police d'assurance :

- Institute Radioactive Contamination, Chemical, Biological, Bio-Chemical and Electromagnetic Weapons Exclusion Clause Ed. 10.11.2003;
- Institute Classification Clause ed. 1.1.2001 et son tableau des surtaxes par âge du navire
- Marine Cyber Endorsement LMA 5403 Ed. 11/11/2019
- Cargo ISM Endorsement
- Termination of Transit Clause (Terrorism)
- Sanction Limitation Exclusion Clause JC2010/014
- Communicable Disease Exclusion Clause JC2020/011

Art. 6 MOYENS DE TRANSPORT ET PLAFONDS ASSURÉS

Comme indiqué dans les sections de la police.

Art. 7 DECOUVERT - FRANCHISE

Comme indiqué dans les sections de la police.

Art. 8 MONTANT ASSURABLE

Le montant assurable est fixé à partir des éléments suivants :

- **pour les marchandises neuves** (c'est-à-dire tous les biens expédiés dans leur emballage d'origine et achetés dans les trois mois précédant l'envoi) :
 - la valeur de la facture de vente ; ou
 - la réception des marchandises achetées et envoyées via MBE ; ou
 - déclaration de valeur appuyée par une liste officielle des prix de vente ; ou
 - valeur déclarée sur la base d'un formulaire spécifique rempli et signé par le client (jusqu'à 4 000 €) - Voir annexe I.
- **pour les marchandises d'occasion :**



- la valeur commerciale de l'objet au moment de l'accident.

Ces valeurs seront majorées du coût de l'emballage et des frais d'expédition supportés par le Client, dont MBE devra apporter la preuve. Le montant total ainsi obtenu (valeur déclarée des marchandises, frais d'emballage et frais d'expédition) est entièrement couvert par cette garantie.

Les valeurs déclarées sont différentes de la valeur convenue.
Sauf disposition contraire dans la section de la police

Art. 9 EMBALLAGE

Étant donné que le franchisé s'engage, également au nom et pour le compte de l'Assuré, à emballer l'objet assuré livré par le client avec le soin et la diligence nécessaires, tant par rapport au type de marchandise expédiée que par rapport au moyen de transport utilisé et à sa destination. Il convient de noter que l'emballage lui-même, tel qu'il est actuellement préparé par le franchisé pour effectuer les expéditions, est en tout cas réputé accepté par la société. Cela s'applique également aux emballages professionnels déjà préparés par les clients « Business » du franchisé.

Les articles livrés déjà emballés par l'utilisateur ne sont pas inclus dans la couverture, sauf si cet emballage est de nature professionnelle.

Sauf si cela est possible et autrement prévu dans les annexes de la police.

Art. 10 MARCHANDISES DE SECONDE MAIN / D'OCCASION

La couverture exclut tous les dommages préexistants ou en tout cas non spécifiquement imputables à un événement de transport survenu au cours de la validité de la présente police, ainsi que les dommages dus à l'abrasion, aux bosses, aux rayures, à l'écaillage, au décapage de la peinture, à la rouille, à l'oxydation ou de nature esthétique qui ne compromettent pas la fonctionnalité des biens.

Art. 11 MARCHANDISES RETOURNÉES

La couverture est étendue à toute « marchandise retournée » tant qu'elle soit mise dans l'emballage original et/ou un emballage équivalent. Il convient de noter que les marchandises retournées doivent être entendues uniquement comme les envois (assurés avec ce contrat) qui arrivent régulièrement à leur destination sont rejetés et / ou retournés pour une raison quelconque à l'expéditeur.

Art. 12 OPÉRATIONS DE « CHARGEMENT ET DÉCHARGEMENT »

Les opérations de chargement et de déchargement sur / depuis le moyen de transport sont considérées comme assurées tant qu'elles soient effectuées avec des moyens appropriés. Il convient de noter que par « chargement », on entend l'opération de levage des marchandises à déposer sur le moyen de transport, et par « déchargement » l'opération exactement inverse.

Art. 13 NOTIFICATION DES RISQUES - ENREGISTREMENTS

Comme indiqué dans l'annexe de la police.

Art. 14 TAUX APPLICABLE

-Omissis-

Art. 15 PRIX MINIMUM ET AJUSTEMENT DE LA PRIME

-Omissis-





Art. 16 CLAUSE RELATIVE AU FERRY-BOAT

Il est convenu entre les parties que lorsque les camions sont à bord de ferries en service entre les ports des compartiments maritimes italiens et européens ainsi que du bassin méditerranéen (si la couverture le prévoit), la couverture des biens assurés chargés à bord des camions, est assurée aux conditions de la présente police, y compris le risque de jet à la mer et d'enlèvement par les armes.

Art. 17 CHARGEMENT SUR LE PONT

En ce qui concerne les transports maritimes ou fluviaux, en dérogation partielle et en complément des dispositions de l'Art. 5 des Conditions Générales, en cas de chargement sur le pont de marchandises non conteneurisées à l'insu de l'Assuré, la couverture s'entend selon les termes de l'Institute Cargo Clauses (C) et. 1.1.2009 avec l'inclusion du risque de vol, de non-livraison et de perte ainsi que le jet et / ou l'enlèvement des marchandises par la mer, sans préjudice, si plus limité, des conditions de couverture initialement convenues.

La limitation ci-dessus ne s'applique pas en cas de transport par porte-conteneurs et / ou ferries et / ou navires Ro / Ro.

Art. 18 AVARIE GÉNÉRALE

Les cotisations provisoires pour les avaries communes seront remboursées par la Compagnie au prorata et dans les limites de la somme assurée, sur présentation des récépissés de dépôt dûment endossés par le déposant. La Compagnie s'engage à indemniser l'Assuré de la contribution d'avarie commune due par celui-ci sur la base d'un règlement spécifique pris conformément à la loi, au contrat de transport ou aux usages du port de destination, à condition que l'acte d'avarie commune ait eu pour but d'éviter des dommages indemnifiables par la présente police. L'application de cette clause ne détermine en aucun cas une augmentation de la somme assurée. Ainsi, au cas où la somme assurée, après déduction du montant des dommages particuliers supportés par la Compagnie, serait inférieure à la valeur de cotisation, l'indemnité serait réduite proportionnellement. Pour l'ajustement ou le paiement de la cotisation exprimée dans une autre devise que celle de la police, on applique le taux de change en vigueur au lieu et au jour de l'expédition.

Art. 19 NON-EXÉCUTION

La compagnie n'est en aucun cas responsable des pertes, dommages ou dépenses subis par les biens assurés en raison de l'impossibilité d'effectuer le voyage prévu ou de l'empêchement ou de la modification de celui-ci en raison d'arrestations, de déchéances, de dispositions restrictives et de tout acte des gouvernements, des autorités ou des peuples.

Art. 20 DOMMAGES AUX COLIS

En cas de dommages, couverts aux termes de la police, aux étiquettes, capsules, boîtes, étuis, emballages ou autre matériel constituant l'emballage des marchandises assurées sans que le produit soit endommagé, la Compagnie s'engage à n'indemniser que le montant relatif au coût du nouvel emballage dans la limite maximale de la valeur assurée.

Art. 21 CONTESTATION DES DOMMAGES

Sans préjudice des dispositions de l'art. 10 et suivants des Conditions Générales, l'Assuré est tenu de :

• fournir des instructions pour qu'en cas d'accident grave, la Compagnie AIG EUROPE S.A. - Représentation Générale pour l'Italie - Milan - Piazza Vetra 17 - Téléphone 02/36901 - courriel : denunce.marine@aig.com soit immédiatement avertie par





téléphone ou par écrit afin qu'elle puisse faire intervenir son propre Commissaire aux dommages sur le lieu de l'accident ;

- prendre les mesures nécessaires pour éviter ou réduire le dommage
- ne pas apporter, sauf pour le sauvetage de la marchandise ou pour des raisons justifiées, de modifications à l'état du véhicule et du chargement avant l'intervention du commissaire d'avaries ou de l'expert désigné par la Compagnie.

En outre, l'Assuré doit accomplir tous les actes nécessaires à la définition du dommage, à la protection et à la sauvegarde des droits de la Compagnie, permettre la détection des biens endommagés, mettre à disposition tous les documents permettant de prouver l'existence, la nature et la valeur des biens assurés, ainsi que la sauvegarde des droits de recours contre tout responsable.

En cas de vol ou de cambriolage, l'Assuré, ou celui qui agit en son nom, doit immédiatement en faire la déclaration aux Autorités en fournissant une description détaillée des faits, les éléments propres à identifier et à quantifier les biens, les coordonnées du chauffeur, des accompagnateurs et des témoins, ainsi que l'existence et l'activation éventuelle d'équipements antivol ou d'autres systèmes de protection et obtenir une copie du rapport.

Art. 22 EXPERT EN SINISTRES NOMMÉ

Il est convenu entre les parties que la gestion des réclamations est déléguée à la société suivante :

- Lercari S.r.l.

Art. 23 ENQUÊTE CLÔTURÉE

Si, à la suite d'un accident, une enquête judiciaire sur les faits à l'origine l'accident est ouverte par les autorités compétentes, la Compagnie ne fera pas usage du droit de différer le règlement du dommage jusqu'à la présentation du document de clôture de l'enquête.

Toutefois, les dispositions précédentes ne peuvent être invoquées s'il est justifié de croire que la réclamation a été causée par une faute intentionnelle du Preneur d'assurance et / ou de l'Assuré ainsi que par l'infidélité et / ou l'action délibérée des employés respectifs.

Toutefois, l'Assuré s'engage à fournir la documentation d'enquête susmentionnée dès qu'elle sera préparée par les Autorités et à rembourser à la Compagnie le montant payé par celle-ci au cas où un comportement malveillant se manifesterait à son encontre.

Art. 24 MARCHANDISES FACTURÉES EN DEVISES

En cas de réclamation sur les marchandises assurées qui sont vendues/achetées dans une devise étrangère, celles-ci feront l'objet d'une indemnisation en euros avec la contre-valeur à compter du jour de l'émission de la facture.

L'assurance en devise étrangère sera autorisée à condition que le paiement de la prime correspondante soit effectué dans la même devise.

Art. 25 AUGMENTATION DU RISQUE - BONNE FOI

Le défaut de déclaration par le Preneur d'assurance d'une circonstance aggravant le risque, ainsi que toute erreur et/ou omission et/ou communication différée non intentionnelle ou involontaire commise par celui-ci ou par les personnes dont il doit répondre en vertu de la loi, ainsi que les administrateurs et/ou les dirigeants n'affecteront pas cette assurance.

Il est entendu que le Preneur d'assurance sera tenu de payer à la Compagnie la prime plus élevée calculée proportionnellement par rapport au risque plus élevé qui en résulte, à partir du moment où la circonstance aggravante s'est produite et même si entre-temps le risque a pris fin.





Art. 25 RECOUVREMENT

L'action de recouvrement à l'encontre des Tiers sera effectuée dans les conditions autorisées par les Lois et/ou Conventions nationales et internationales applicables, engageant le Preneur d'assurance, compte tenu des conditions légales et contractuelles, à effectuer toutes les actions nécessaires pour sauvegarder ledit recouvrement vis-à-vis des tiers responsables.

Art. 26 DÉLAISSEMENT

L'Assuré, limité aux réclamations survenues pendant le voyage maritime ou aérien ou pour les eaux intérieures et couvertes aux termes de la police, peut délaisser les marchandises à l'Assureur et demander une indemnité pour perte totale dans les cas respectivement prévus par les articles 541 et 1007 du Code de la Navigation.

Art. 27 PLAFOND D'INDEMNISATION

La valeur assurée constitue le plafond maximum de l'indemnisation due par l'assureur en plus des frais du commissaire d'avaries ou d'expert (qui sont payés chaque fois que le dommage est à la charge de l'assureur).

Les frais extraordinaires qui n'ont pas été faits inconsidérément dans le but d'éviter ou de réduire les dommages à l'assureur seront remboursés par ce dernier, à moins qu'ils ne soient admissibles en avarie commune, proportionnellement à la somme assurée et également en excédent de celle-ci.

Les cas susmentionnés, sous réserve d'un accord avec les assureurs, comprennent également les frais de retour des biens à la suite d'une réclamation donnant droit à une indemnisation au titre de la présente police.

Art. 28 INSPECTIONS PAR LA COMPAGNIE

Il est convenu que les assureurs ont le droit, à tout moment et pendant les heures de bureau, d'effectuer des inspections et des vérifications de tous les dossiers et documents du Preneur d'assurance qui peuvent avoir un rapport avec la présente couverture d'assurance.

Art. 29 DURÉE DU CONTRAT - RECONDUCTION TACITE

-Omissis-

Art. 30 RÉSILIATION DU CONTRAT

-Omissis-

Art. 31 ANNULATION DES RISQUES DE GUERRE ET DE GRÈVE

En ce qui concerne la couverture du risque de guerre et/ou de grève, les assureurs peuvent se dégager de leur engagement à tout moment moyennant un préavis de sept jours, sauf pour les expéditions à destination et en provenance des États-Unis pour lesquelles ce préavis ne peut être que de 48 heures ; les délais de préavis commenceront à courir à partir de l'envoi de la communication correspondante à effectuer par lettre recommandée ou par courrier électronique certifié.

Cet engagement prendra automatiquement fin 48 heures après le déclenchement d'une guerre, qu'il y ait ou non une déclaration de guerre, entre l'un des pays suivants : Le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, la France, l'ex-URSS et la République





populaire de Chine.

Par conséquent, les demandes postérieures à l'expiration des 48 heures susmentionnées ne sont pas assurables pour les risques de guerre et/ou de grève et les Assureurs ne seront pas tenus de notifier au Preneur d'assurance/Assuré un quelconque avis de résiliation.

Art. 32 LOI APPLICABLE

Le présent contrat et toutes ses annexes sont régis par la loi italienne et soumis à la juridiction italienne.

Art. 33 DISPOSITIONS JURIDIQUES

Pour tout ce qui n'est pas mentionné dans la présente police, les parties contractantes se réfèrent aux dispositions du Code civil et des lois complémentaires de la République italienne.

Art. 34 JURIDICTION

Les parties établissent expressément, en vertu et aux fins de l'art. 28 du Code civil italien, qui pour tout litige découlant de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat ou strictement lié à celui-ci, le Tribunal de Milan sera compétent sur le plan territorial.

Art. 35 CO-ASSURANCE

-Omissis-

Art. 36 INTERMEDIAIRE

-Omissis-

CONDITIONS PARTICULIÈRES – MBE SAFEVALUE

-Omissis-

Art. 1 MARCHANDISES ASSURÉES

La présente police s'entendra applicable à toutes les marchandises sans couverture d'assurance, pour lesquelles le client a adhéré au service « MBE SafeValue » qui consiste en :

- retrait du colis auprès du siège du client ou d'un Centre MBE (Franchisés)
- préparation de l'emballage à défaut d'un emballage professionnel de l'objet
- assurance
- expédition

Art. 2 EXCLUSION DE CATÉGORIES COMMERCIALES DE MARCHANDISES

Sauf accord explicite entre les parties avant le début du transport, sont exclues de l'assurance les expéditions et les transports de :

- papier pour billets de banque ou ayant une valeur faciale, pièces de monnaie, timbres,
- plantes et animaux vivants, marchandises à transporter à une température contrôlée,
- voitures et motos,
- explosifs,

Art. 3 NOTIFICATION DES RISQUES - ENREGISTREMENTS





La notification des risques à la Compagnie d'assurance se fera avec la saisie, par le franchisé, des données de l'expédition dans la plate-forme informatique gérée par MBE.

Les données sont les suivantes :

a) si la somme assurée (s.a.) est strictement inférieure à 4 000 € (s.a. < 4 000 €) :

- fiche risque signée par le client (cf. Annexe I)
- photo numérique de l'objet ou de l'emballage professionnel, si déjà prédisposé, faite par le Franchisé

b) Si la somme assurée est supérieure ou égale à 4 000 €, et inférieure ou égale à 50 000 €

- fiche risque signée par le client
- Documentation attestant la valeur (facture, estimation, liste des prix etc.)
- photo numérique de l'objet ou de l'emballage professionnel, si déjà prédisposé, faite par le Franchisé

c) Si la somme assurée est strictement supérieure à 50 000 €

- Questionnaire dédié (Cf. Annexe II) à envoyer à la Compagnie d'assurance par email pour approbation

d) Les envois de bijoux, d'objets précieux et d'œuvres d'art sont automatiquement assurés jusqu'à 50 000 €, à condition que le franchisé fournisse:

- La fiche risque signée par le client
- Documentation attestant la valeur (facture, estimation, liste des prix etc.)
- photo numérique de l'objet ou de l'emballage professionnel, si déjà prédisposé, faite par le Franchisé

En outre, tous les transports de bijoux, d'objets précieux et d'œuvres d'art d'une valeur supérieure ou égale à 25 000,00 € doivent être confiés à des coursiers dotés de systèmes de protection adéquats.

Si la somme assurée est supérieure à 50 000,00 €, il est dans ce cas nécessaire de soumettre :

- Questionnaire dédié (Cf. Annexe II) à envoyer à la Compagnie d'assurance par email pour approbation

Le montant des dommages indemnisables sera calculé sous déduction de la franchise indiquée à l'art. 10.

Quoi qu'il en soit les franchisés ont l'obligation de conserver les factures d'achats, documents, registre des transports ou documents équivalents à disposition de la Société avec les documents de transport.

La Société pourra inspecter avec son personnel mandaté, à tout moment dans les horaires de bureau, toute la documentation concernant les transports assurés avec tout autre document officiel du preneur pertinent avec les mêmes tels que les Registres des achats, les registres des factures émises, la déclaration annuelle de la TVA, sur lesquels, si demandé, le preneur devra fournir des précisions le cas échéant.

Art. 4 MOYENS DE TRANSPORT ET PLAFONDS





La garantie est valable pour les expéditions et les transports prévus par la présente assurance effectués avec les moyens de transport indiqués ci-dessous pour les montants maximum à côté des moyens de transports que la Société garantit pour chaque sinistre ou série de sinistres dérivant d'un seul événement

200 000,00 € par sinistre ou série de sinistres dérivant d'un seul événement

200 000,00 € par moyen de transport, réduit à

50 000,00 € par colis

Avec les sous-limites suivantes :

20 000,00 € pour produits et accessoires de téléphonie mobile et tablette par expédition

1 000,00 € pour produits et accessoires de téléphonie mobile et tablette par colis

10 000,00 € pour marchandises d'occasion

20 000,00 € pour les machines d'occasion

500,00 € pour documents

1 000,00€ pour les tickets et coupons (y compris, mais sans s'y limiter) sur la base de la valeur nominale déclarée et assurée

Ces sommes s'entendent garanties au premier risque absolu.

Art. 5 DÉCOUVERT - FRANCHISE

Des pertes ou dommages éventuels pouvant être indemnisés par la présente police seront liquidés sans déduction d'aucune franchise. A l'exception des bijoux, métaux et pierres précieux ayant une valeur déclarée unitaire supérieure ou égale à 25 000,00 € et ce jusqu'à 50 000,00€, une franchise d'un montant de 10% sera appliquée avec un minimum de 1 000€. La franchise s'applique aux pertes résultant de vols qualifiés, de vols totaux ou partiels, d'altérations, de non-retour, de pertes et de pénuries en général.

Art. 6 PIÈCES DE COLLECTION

Nonobstant l'exclusion «art 3 exclusion de catégories commerciales de marchandises», cette assurance est destinée à couvrir également les pièces de collection, également si elles sont réalisées avec des métaux précieux.

La limite d'indemnisation pour ce type d'objet est de 10.000,00 euros par expédition.

Les pertes ou dommages résultant de cette extension sont liquidés en appliquant une franchise fixe de 250,00 Euro à chaque perte, calculée sur le montant à payer.

Art. 7 CLAUSE SUR BAGAGE

La couverture de l'expédition de bagage est effective pour tout client ayant souscrit au service « MBE SafeValue » selon les conditions suivantes :

Couverture : 500 € en cas de non-livraison ou de perte de bagages, avec acceptation explicite par la Société de la non-livraison alléguée après une période de 15 jours à compter de la date de livraison prévue et indiquée par le franchisé MBE selon les normes établies.





GENERAL CONDITIONS FOR MBE SAFEVALUE

Art. 1 - The insurance is provided on the basis of these General Conditions, integrated for the purposes of the delimitation and duration of the coverage and without prejudice to the application of Italian law, by the clauses and conditions referred to in the attachments that the Policyholder declares to know .

Art. 2 - Statements relating to the circumstances of the risk (inaccurate or reticent)

The Company gives its consent to the insurance and determines the premium based on the declarations of the Policyholder and / or the Insured, who are obliged to show, both at the conclusion of the contract and at any subsequent time, all the circumstances and changes that may affect risk and its appreciation.

Inaccurate declarations or reluctance by the Policyholder and the Insured relative to circumstances that affect the assessment of the risk may result in the total or partial loss of the right to indemnity as well as the termination of the insurance pursuant to art. 1892, 1893 and 1894 of the Civil Code.

In particular, the Policyholder and / or Insured must declare:

- a) if the goods belong to the category of flammable, explosive, dangerous or perishable goods;
- b) whether the goods are being transshipped or returned, indicating the place of origin and the date of arrival;
- c) whether clauses are envisaged that involve the carrier's exemption or limitation of liability, in addition to the provisions of the law or international conventions;
- d) the name of the ship for the purposes of article 523 of the Navigation Code;
- e) whether consent has been given to loading above deck, except in the case of goods declared for transport on ships - ferry and / or RO-RO or in containers on specially equipped ships;
- f) whether it is envisaged that the journey must be carried out with transshipments.

Art. 3 - Insurability conditions relating to the execution of the transport

The insurance is provided on the condition that the transport, in relation to the sea voyage, is carried out by ships compliant with the Classification Clause or any similar foreign clause contained in this contract.

The Company is not liable for the claims to determine which the Insured may have contributed to the fault in the use of the means of transport, if the Insured has this use, or has the choice of the means of transport or the carrier, forwarder or other intermediary, when the transport is delegated to third parties.

Art. 4 - Payment of the premium and effective date of the Policy

-Omissis-

Art. 5 - Stipulation of the contract and subsequent amendments

-Omissis-

Art. 6 - Co-insurance

-Omissis-





Art. 7 - Insurance with different Insurers

If, for the same risk, several insurance companies have been contracted separately - also by different Policyholders - with different Insurers, the Art. 1910 of the Civil Code is applied.

Art. 8 - Risk worsening

The Policyholder, or the Insured, must notify the Company in writing of any worsening of the risk. The worsening of risks not known or not accepted by the Company may result in the total or partial loss of the right to compensation as well as the termination of the insurance pursuant to art. 1898 of the Civil Code.

Art. 9 - Risk reduction

In the event of a decrease in the risk, the Company is required to reduce the premium or the premium installments subsequent to the communication of the Policyholder, or the Insured, pursuant to art. 1897 of the Civil Code and waives the relative right of cancellation. However, in the event that the Policyholder is subject to the application of a minimum premium, the amount paid by the Policyholder for the current year is still intended as a purchase from the Company and any premium installments subsequent to the communication remain unchanged.

Art. 10 – TAXES

The present and future taxes, and all other charges, including fiscal charges established by law or pursuant to the Policy, relating to the premium, accessories and deeds dependent on them are the sole responsibility of the Insured, even if the payment has been anticipated by the Company.

Art. 11 – DEDUCTIBLE

In event of claim, the Company pays the indemnity set up according to the terms of the Policy, after application of the deductible and with the minimum indicated in the Policy schedule, remaining this deductible and minimum to be borne by the Insured himself, without him being able to have them insured by others, under the penalty to lose the right to indemnity.

Art. 12 - CLAIM

For the purposes of limiting the insured limits and applying the deductibles established in the Policy, the damages caused by the same event or by a series of events directly or indirectly attributable to the same primary cause is attributed to the same claim.

Art. 13 - CLAIMS – WILLFUL EXAGGERATION OF THE DAMAGE

The Policyholder or the Insured who willfully exaggerate the amount of the damage, declares destroyed or stolen things that do not exist at the time of the accident, conceals, subtracts or tampered with saved things, uses lying or fraudulent means or documents to justify, maliciously alters the traces and the residues of the accident or facilitates the progress thereof, loses the right to indemnity.

Art. 14 – INTERPRETATION OF THE POLICY WORDING

This Policy and the related Appendices and Deeds of Variation, forming an integral part of the Policy itself, must be considered as a single contract and the words and expressions to which a particular meaning has been attributed in any part of this Policy, related Appendices and Acts of Variation, retain the same particular meaning wherever they appear.

Art. 15 - APPLICABLE RULES IN THE EVENT OF A CLAIM

FINDING AND SETTLEMENT OF DAMAGES





The Policyholder and / or Insured, at the request of the Insurers, are required to provide the elements taken as a basis for determining the insured value, as well as the documents to prove the same.

OBLIGATIONS IN THE EVENT OF CLAIM

In the event of a Claim, the Policyholder and / or the Insured must:

- communicate to the Insurer, as soon as it becomes aware of them, all notices and news relating to the event;
- make due reservations on the delivery documents of the goods and submit, within the terms and in the forms prescribed by the applicable legislation, a written complaint to the carrier and to anyone else who holds them up to the time of delivery;
- request without delay, possibly also in transit and in any case at the latest upon delivery to the destination, for the intervention of the Surveyor or Expert designated by the Insurer. The ascertainment of the damages, if necessary by means of an expert opinion, must, where possible, be carried out jointly with the carrier and any other person who may be liable; in the case of transport by rail or post, a report must be drawn up in contradiction with the Adm concerned.

If the damage must be ascertained in a place where the Insurer does not have its own Surveyor or designated Expert, the intervention of another Surveyor or qualified Expert or of the Italian Consular Authority must be called or, absence, of the competent local authorities.

In case of damage not recognizable at the time of delivery, the obligations referred to in this article must be carried out as soon as the damage has been ascertained, and in any case within the complaint terms provided for in the transport contract;

do everything possible to avoid or reduce the damage:

- the Insurer has the right to take any direct initiative for this purpose, without prejudice to the respective rights and without its intervention affecting the legal situation of the goods;
- taking into account the legal and contractual terms, all the necessary actions to safeguard the action of recourse against any responsible party;
- carry out all acts deemed necessary or appropriate by the Insurer, who assumes all charges and responsibilities;
- refrain from settling and / or collecting any compensation without the prior written consent of the Insurer;
- provide the Insurer with any useful document and comply with any other request made by the latter for the purposes of the preceding paragraphs.

In the event of non-compliance with the above obligations, Articles 1915 and 1916 of the Civil Code will apply.





PAYMENT OF CLAIMS

The payment of the indemnities will be made, against issue of a receipt, when the Insured will have:

- proved his legitimacy to obtain the payment of the indemnity and, for travel insurance, delivered the original of the policy or the insurance certificate;
- declared whether and which other Insurances have been stipulated on the same goods;
- delivered the transport documents, the certificate of damage, the report and any appraisal relating to the assessment of the damage drawn up by the damage commissioner or other persons or authorities indicated in Art. "Obligations in the event of a Claim", and if requested by the Insurer, any other document useful for ascertaining the circumstances of the Claim;
- delivered, at the request of the Insurer, the remaining documentation necessary to exercise the recourse action;
- presented the invoice and other original documents proving the refundable value of the goods pursuant to Art. "Indemnifiable value".

ADDITIONAL CONDITIONS

Art. 1 POLICYHOLDER

-Omissis-

Art. 2 INSURED GOODS

The scope of this policy is the coverage of sending of goods under "MBE Safe Value" and / or "MBE Safe Value 4 Business" and / or "MBE Safe Art" services offered by the Policyholder through its franchisees, as better described in the relative Policy Sections.

Art. 3 GOODS EXCLUDED

As reported in the Policy Sections.

Art. 4 GEOGRAPHICAL SCOPE

The policy is valid for shipments and transports carried out within countries around the world, with the exception of shipments and transports carried out to / from / to / in:

- 1. the sanctioned countries and territories falling under the Sanction Limitation and Exclusion Clause JC 2010/014 referred to in the attached clause;**
- 2. the following countries: Cuba, Syria, North Korea, Iran and Crimea,**
- 3. the following countries: Afghanistan, Burundi, Central African Republic, Democratic Republic of Congo, Eritrea, Iraq, Lebanon, Libya, Mali, Myanmar, Nicaragua, Somalia, South Sudan, Sudan, Venezuela, Yemen, Zimbabwe, the former USSR countries East of the Urals,**
- 4. Countries with legal provisions that require coverage with local insurance companies;**
- 5. the localities and countries that at the time of the start of the transport have a risk level classified at least as "Very high" and / or higher (such as Severe and / or Extreme) on the website https://ihsmarket.com/services/watchlistinspector.aspx?watchlist_id=a661e336-c342-4965-b1e7-70980edf8cc2 managed by the Exclusive Analysis organization.**

Without prejudice to the limits set out in the attached Clause called Sanction Limitation and Exclusion Clause JC 2010/014, for the following countries:

- the countries referred to in point 3 above;
- Countries with legal provisions that require coverage with local insurance companies;





- the locations and countries that at the time of the start of the transport are classified at least as "Very high" and / or higher (such as Severe and / or Extreme) on the website https://watchlists.ihsmarkit.com/services/watchlistinspector.aspx?watchlist_id=a661e336-c342-4965-b1e7-70980edf8cc2 managed by the Exclusive Analysis organization.

Provided that the countries indicated above are not among those subject to the Sanction Limitation and Exclusion Clause JC 2010/014, the customer is given the right to request coverage - before the risk begins - for individual transports and / or shipments that will eventually be kept covered under terms and conditions to be agreed from time to time.

Art. 5 COVERAGE CONDITIONS

The coverage is provided on the basis of the General Policy Conditions integrated by the following clauses:

INLAND

- Institute Cargo Clauses (A) ed. 1.1.2009
- Institute Strikes Clauses (Cargo) ed. 1.1.2009;
- Institute War Clauses (Cargo) ed. 1.1.2009 (limited to shipments by ferry boat).

AIR

- Institute Cargo Clauses (Air) (excluding sendings by Post) ed. 1.1.2009;
- Institute Strikes Clauses (Air Cargo) ed. 1.1.2009;
- Institute War Clauses (Air Cargo) (excluding sendings by Post) ed. 1.1.2009 (excluding the land route°;

SEA

- Institute Cargo Clauses (A) ed. 1.1.2009;
- Institute Strikes Clauses (Cargo) ed. 1.1.2009;
- Institute War Clauses (Cargo) ed. 1.1.2009 (excluding the land route).

The following attached clauses form an integral part of this Policy:

- Institute Radioactive Contamination, Chemical, Biological, Bio-Chemical and Electromagnetic Weapons Exclusion Clause Ed. 10.11.2003;
- Institute Classification Clause ed. 1.1.2001 e relativa tabella dei sovrappremi per età nave
- Marine Cyber Endorsement LMA 5403 Ed. 11/11/2019
- Cargo ISM Endorsement
- Termination of Transit Clause (Terrorism)
- Sanction Limitation Exclusion Clause JC2010/014
- Communicable Disease Exclusion Clause JC2020/011

Art. 6 MEANS OF CONVEYANCE AND INSURED LIMITS

As reported in the Policy Sections.

Art. 7 DEDUCTIBLE - FRANCHISE

As reported in the Policy Sections.

Art. 8 INSURABLE AMOUNT

The insurable amount is set up on the basis of the following elements:

- **for new goods** (i.e. all goods shipped in their original packaging and purchased within three months prior to shipment):





- sales invoice value; or
 - receipt of the purchased goods and sent via MBE; or
 - declaration of value supported by an official sales price list; or
 - declared value on the basis of a specific form filled in and signed by the customer (up to € 4,000) - See Annex I.
- **for used goods:**
- commercial value of the object at the time of the accident.

Such values will be increased by the cost of packaging and the cost of shipping incurred by the Customer, of which MBE will have to give evidence. The total amount thus obtained (declared value of the goods, packaging costs and shipping costs) is fully covered by this coverage.

The declared values are not equivalent to agreed value.
Except as otherwise provided in the Policy Section

Art. 9 PACKAGING

Given that the franchisee undertakes, also in the name and on behalf of the Insured, to pack the insured item delivered by the customer with due care and diligence, both in relation to the type of goods shipped and in relation to the means of transport used and to its destination. It should be noted that the packaging itself as currently prepared by the franchisee for carrying out shipments is in any case considered accepted by the Company. This also applies to professional packaging already prepared by the franchisee's "Business" customers.

Items delivered already packed by the user are not included in the coverage, unless this packaging is of a professional nature.

Except as possibly and otherwise provided in the Policy Schedules.

Art. 10 SECOND HAND / USED GOODS

The coverage excludes all pre-existing damage or in any case not specifically attributable to a transport event that occurred during the operation of this policy, as well as damage from abrasion, dents, scratches, chipping, paint stripping, rust, oxidation or of an aesthetic nature that do not compromise the functionality of the goods.

Art. 11 RETURNED GOODS

The coverage is extended to cover any "returned goods" as long as they are placed in the original packaging and / or equivalent packaging. It should be noted that returned goods must be understood only as those shipments (Insured with this contract) which regularly arrive at their destination are rejected and / or returned for any reason to the sender.

Art. 12 "LOADING AND UNLOADING" OPERATIONS

The operations of loading and unloading on / from the means of conveyance are considered insured provided that they are carried out with suitable means. It should be noted that by "loading" we mean the lifting operation of the goods to be deposited on the means of transport, and by "unloading" the exact opposite operation.

Art. 13 NOTIFICATION OF RISKS - REGISTRATIONS

As reported in the Policy Schedule.

Art. 14 APPLICABLE RATE

-Omissis-

Art. 15 MINIMUM PRIZE AND PREMIUM ADJUSTMENT

-Omissis-





Art. 16 FERRY BOAT CLAUSE

It is agreed between the Parties that when the trucks are aboard ferries in service between the ports of the Italian and European Maritime Compartments as well as the Mediterranean basin (if provided for by coverage), the coverage for the Insured goods loaded on board trucks, is provided under the conditions of this Policy, including the risk of jettison and washing overboard.

Art. 17 LOADING ON DECK

With regard to sea or inland water transport, in partial derogation and complement to the provisions of Art. 5 of the General Conditions, in the case of loading on deck of goods not containerized without the knowledge of the Insured, the coverage is understood to be provided under the terms of the Institute Cargo Clauses (C) ed. 1.1.2009 with the inclusion of the risk of theft, non-delivery and loss as well as throwing and / or removal of the goods by the sea, without prejudice, where more limited, to the originally agreed coverage conditions.

The above limitation does not apply in the case of transport by container ships and / or ferries and / or Ro / Ro ships.

Art. 18 GENERAL AVERAGE

The provisional contributions for common average will be reimbursed by the Company in proportion and within the limits of the sum insured, upon presentation of the deposit receipts duly endorsed by the depositor. The Company undertakes to indemnify the Insured from the contribution of common average due by the same on the basis of a specific regulation made in accordance with the law, the contract of transport or the uses of the port of destination, provided that the act of common average has been aimed at avoiding damages that can be indemnified under this policy. The operation of this clause does not in any case determine an increase in the insured sum. Therefore, in the event that the insured sum reduced by the amount of the particular damage borne by the Company is less than the contribution value, the indemnity will be reduced proportionally. For the adjustment or payment of the contribution expressed in a currency other than that of the policy, the exchange rate in force in the place and day of the shipment is applied.

Art. 19 NOT PERFORMANCE

The Company is not liable, under any circumstances, for any loss, damage or expense, occurring or incurred to the insured goods as a result of failure to carry out the planned journey or the impediment or change thereof due to arrests, disqualifications, restrictive provisions and any acts. of Governments, Authorities or peoples.

Art. 20 DAMAGES TO THE PACKAGES

In the event of damage, covered under the terms of the policy, to labels, capsules, boxes, cases, wrappers or other material constituting the packaging of the insured goods without any damage to the product, the Company undertakes to indemnify only the relative amount at the cost of the new packaging with the maximum limit of the insured value.

Art. 21 DAMAGE ASSESSMENT

Without prejudice to the provisions of art. 10 et seq. of the General Conditions, the Insured is required to:

- **give instructions so that in the event of a serious accident, immediate telephone or written notice is given to the Company AIG EUROPE S.A. - General Representation for Italy - Milan - Piazza Vetra 17 - Tele-fono 02/36901 - e-mail: denunce.marine@aig.com**





so that it can arrange for the intervention of its own Damage Commissioner at the place of the accident ;

- take the necessary measures to avoid or reduce the damage
- not to make, except for the salvage of the goods or for justified reasons, any changes to the state of the vehicle and the load before the intervention of the Damage Commissioner or the expert designated by the Company.

Furthermore, the Insured must carry out all the necessary acts for the definition of the damage, the protection and safeguarding of the Company's rights, allow the detection of damaged goods, make available all the documents to prove the existence, type and value of the insured goods, as well as safeguarding the rights of recourse against any responsible party.

In the event of theft or robbery, the Insured, or whoever is acting on its behalf, must immediately report it to the Authorities providing a detailed description of the facts, the elements suitable for identifying and quantifying the goods, the personal details of the driver, any accompanying persons and witnesses, as well as the existence and possible activation of anti-theft equipment or other protection systems and obtain a copy of the report.

Art. 22 APPOINTED LOSS ADJUSTER

It is agreed between the Parties that the management of claims is delegated to the following company:

- Lercari S.r.l.

Art. 23 INQUIRY CLOSED

If, following an accident, a judicial investigation into the facts that led to the accident is initiated by the competent authorities, the Company will not make use of the right to postpone the settlement of the damage until the presentation of the investigation closed document.

However, the foregoing cannot be asserted if it is justified to believe that the claim was caused by willful misconduct by the Policyholder and / or Insured as well as infidelity and / or willful action of the respective employees.

However, the Insured undertakes to provide the aforementioned investigation documentation as soon as it is prepared by the Authorities and to return the amount paid by the same to the Company in the event that malicious behavior should emerge against it.

Art. 24 GOODS INVOICED IN CURRENCY

In the event of claim to the insured goods that are sold / purchased in a foreign currency, the same will be indemnified in Euro with the equivalent value to be counted on the day of the invoice issue.

Foreign currency insurance will be allowed provided that the payment of the corresponding premium is made in the same currency.

Art. 25 INCREASE OF RISK - GOOD FAITH

Failure by the Policyholder to declare a circumstance aggravating the risk, as well as any error and / or omission and / or delayed unintentional or involuntary communication committed by the same or by the persons for whom it must answer by law, as well as administrators and / or executives will not affect this insurance.

It is understood that the Policyholder will be obliged to pay the Company the higher premium calculated proportionally with respect to the resulting higher risk, with effect from the moment in which the aggravating circumstance has occurred and even if in the meantime the risk has ended.





Art. 25 RECOVERY

The recovery action against Third Parties will be carried out within the terms permitted by the applicable National and International Laws and / or Conventions, committing the Policyholder, taking into account the legal and contractual terms, to carry out all the necessary actions to safeguard said recovery towards responsible third parties.

Art. 26 ABANDONMENT

The Insured, limited to claims occurring during the sea or air voyage or for inland waters and covered under the terms of the policy, may abandon the goods to the Insurer and demand compensation for total loss in the cases respectively provided for by Articles 541 and 1007 of the Navigation Code.

Art. 27 LIMIT OF INDEMNITY

The Insured Value constitutes the maximum limit of the indemnity due by the Insurer in addition to the expenses for surveyors or experts (which are paid whenever the damage is borne by the Insurer).

Extraordinary expenses not inconsiderately made in order to avoid or reduce damage to the Insurer will be reimbursed by the latter, unless they are admissible in general average, in proportion to the sum Insured and also in excess of the same.

The above-mentioned cases, subject to agreement with the Insurers, also include the costs of returning the goods following a Claim eligible for compensation under this Policy.

Art. 28 INSPECTIONS BY THE COMPANY

It is agreed that the Insurers have the right at any time, as long as during office hours, to carry out inspections and verifications of all the records and documents of the Policyholder that may have relevance to this Insurance coverage.

Art. 29 DURATION OF THE CONTRACT - TACIT RENEWAL

-Omissis-

Art. 30 CANCELLATION OF THE CONTRACT

-Omissis-

Art. 31 CANCELLATION OF WAR AND STRIKE RISKS

With regard to the war and / or strike risk coverage, the Insurers may release from their commitment at any time with seven days' notice, except for shipments to and from the United States for which such notice may be only 48 hours; the notice terms will start from the sending of the relevant communication to be made by registered letter or certified e-mail.

This commitment will automatically terminate 48 hours after the outbreak of war, whether or not there is a declaration of war, between any of the following countries: United Kingdom, United States of America, France, the former USSR and the People's Republic of China.

Consequently, applications subsequent to the expiry of the aforementioned 48 hours are not insurable for war and / or strike risks and the Insurers will not be required to notify the Policyholder / Insured of any notice of termination.

Art. 32 APPLICABLE LAW

This contract and all its attachments are governed by Italian law and subject to Italian jurisdiction.

Art. 33 LAW PROVISIONS





For anything not referred to in this Policy, the Contracting Parties refer to the provisions of the Civil Code and complementary laws of the Italian Republic.

Art. 34 JURISDICTION

The parties expressly establish, pursuant to and for the purposes of Art. 28 of the Italian Civil Code, which for any dispute arising from the execution or interpretation of this contract or strictly connected to it will be territorially the Court of Milan is competent.

Art. 35 CO-INSURANCE

-Omissis-

Art. 36 INTERMEDIARY

-Omissis-

SPECIAL TERMS – MBE SAFEVALUE

-Omissis-

Art. 1 INSURED CARGO

This policy is understood to apply to all uninsured cargo for which the customer has used the "MBE SafeValue" service which consists of:

- collection of the object from the customer's office or from MBE centres (franchisee);
- preparation of packaging, if not already done professionally;
- insurance;
- shipment.

Art. 2 CARGO EXCLUSIONS

The insurance does not include, except by explicit agreement between the parties prior to the start of transportation, shipments and transportations of:

- value cards or those having face value, coins, stamps;
- live plants and animals, cargo to be transported at controlled temperature;
- cars and motorbikes;
- explosives.

Art. 3 NOTIFICATION OF RISKS - REGISTRATIONS

The Insurance Company is notified of risks via the entry, by the franchisee, of the shipment data onto the IT platform managed by MBE.

That data is the following:

- a) If the insured sum is strictly less than €4,000:**
 - a. risk schedule signed by the customer (see Annex I);**
 - b. digital photo of the object or professional packaging, if already prepared, taken by the franchisee.**
- b) If the insured sum is higher than or equal to €4,000, and less than or equal to €50,000:**
 - a. risk schedule signed by the customer;**
 - b. documentation certifying the value (invoice, estimate, price list, etc.);**
 - c. digital photo of the object or professional packaging, if already prepared, taken by the franchisee.**
- c) If the insured sum is strictly higher than €50,000:**





- a. **dedicated questionnaire (see Annex II), to be sent to the Insurance Company by e-mail for approval.**
- d) **Shipments of jewelry, precious objects and works of art are understood to be automatically insured up to an insured sum of €50,000, provided that the franchisee provides:**
- **risk schedule signed by the customer;**
 - **documentation certifying the value (invoice, estimate, price list, etc.);**
 - **digital photo of the object or professional packaging, if already prepared, taken by the franchisee.**

In addition, all transportations of jewelry, precious objects and works of art having value exceeding €25,000 must be entrusted to couriers equipped with adequate protection systems.

If the insured sum is higher than €50,000 it is necessary to submit:

- **dedicated questionnaire (see Annex II), to be sent to the Insurance Company by e-mail for approval.**

The amount of compensable damage will be calculated subject to deducting the excess indicated in Art. 10.

Franchisees are in any case required to provide to the Company the itemized list, documents, register of transportations or equivalent documents, together with the transportation documents.

The Company will be entitled to inspect, by way of its officers, at any time during office hours, all documentation concerning the insured transportations together with any other official document of the Policyholder that relates to the same such as purchase registers, records of invoices issued, annual VAT return, on which the Policyholder, upon request, must provide the appropriate clarifications.

Art. 4 CONVEYANCES - LIMITS

The guarantee is effective for shipments and transportations covered by this insurance carried out with the means indicated below and for the maximum sums indicated alongside the same, which the Company guarantees for each claim or series of claims deriving from a single event.

200 000,00 € per claim or series of claims deriving from a single event

200 000,00 € per individual conveyance, reduced to

50 000,00 € per individual package

With the following sub-limits::

20 000,00 € for mobile telephony products and accessories and tablets, for each individual conveyance

1 000,00 € for mobile telephony products and accessories and tablets, per individual package

10 000,00 € for used cargo, raised to

20 000,00 € for used machinery

500,00 € for documents

1 000,00€ for tickets and vouchers (including, but not limited to) on the basis of the declared and insured face value

Those sums are understood to be guaranteed at Absolute First Risk.

It is also specified that the guarantee is effective provided that the packaging is of professional nature and thus created by the MBE franchisee or "Business" Customers of those franchisees.





Art. 5 EXCESS - DEDUCTIBLE

Any losses or damages compensable under this policy are liquidated without applying any deductible, except for those relating to jewelry, precious objects and works of art of value included between €25,000 (inclusive) and €50,000 (inclusive), which will be liquidated subject to deducting the excess or fixed deductible listed below for each and any event, calculated or applicable to the compensable amount.

Excess: 10% of damage, not subject to insurance, with a minimum of €1,000. The excess applies to losses consequent to robbery, total or partial theft, tampering, non-return, loss and shortages in general.

Art. 6 COLLECTORS COINS

Notwithstanding exclusion "art 3 Cargo Exclusion" this insurance is intended to cover collectors coins also if done with precious material.

The limit of indemnity for this type of items is Euro 10.000,00 for each shipment and mean of transportation.

Any losses or damages under this extension are liquidated applying a fixed deductible of Euro 250,00 each and every loss , calculated on the payable amount.

Art. 7 BAGGAGES INSURANCE

It is considered as included under the terms of this insurance policy any baggage shipped by final clients accordingly with "MBE Safe Values" service at the following specific terms;

Indemnity : Euro 500 for any lost on not delivered baggage , in any case baggage are assumed to be lost after 15 days delay in delivery in respect of the expected date .

This clause is operating without appliance of any minimum premium and without the need of photographic documentation or packaging.

